

## EN QUÊTE D'AVENIR

---

Appelés le 29 mai à se prononcer par référendum sur la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe, les Français se sont massivement mobilisés (le taux de participation atteignant presque 70 %), très majoritairement pour le NON (près de 55 % des suffrages).

Comment analyser un tel scrutin allant à l'encontre de la campagne menée pour le OUI par les principaux partis politiques de droite comme de gauche ? De nombreux commentaires ont déjà été publiés sur le sujet. Il ne s'agit donc pas tant d'y revenir que d'explorer quels enseignements il convient d'en tirer pour l'avenir.

Malgré un débat politique peut-être plus riche que d'ordinaire, l'enjeu du scrutin ne fut pas clairement explicité. Et la confusion fut exploitée à outrance par des leaders politiques qui, bien que de bords a priori opposés, ont sans scrupules tiré profit d'un malaise profond. Y compris, et de manière particulièrement surprenante, par des leaders se réclamant de la gauche alors même que le traité, quelles qu'en soient les imperfections évidentes, eût permis de conférer aux institutions européennes quelques moyens pour faire contrepoids aux forces du marché, promouvoir plutôt que défendre, en Europe, un modèle de société conforme aux valeurs qui sont les nôtres.

En effet, le marché unique existe ; la monnaie unique également. La libre

circulation des biens et des services, des capitaux et des personnes, est une réalité sans doute incontournable, pour une large part, au niveau mondial, plus encore au sein de l'Union où elle fut de surcroît validée par les précédents traités, sans pour autant que ceux-là confèrent aux institutions européennes les moyens adéquats pour la réguler et doter l'Europe d'institutions politiques à même d'exercer pleinement leur rôle.

Faut-il donc en conclure que le NON massif du 29 mai (suivi du même verdict quelques jours plus tard aux Pays-Bas) constitue un manifeste en faveur d'un libéralisme sans limites, l'expression d'un refus massif contre tout changement, un vote de défiance vis-à-vis des institutions publiques et / ou de leurs dirigeants ?

Il semble bien qu'en France, une majorité d'électeurs, plutôt que de se prononcer sur l'Europe, aient saisi l'occasion pour affirmer leur opposition à un gouvernement de plus qui n'a pas tenu ses engagements. Quant au chef de l'État, je n'ose imaginer les raisons intimes expliquant qu'il n'en ait point tiré les justes conséquences en provoquant des élections anticipées qui auraient peut-être évité à la France de se trouver une fois de plus paralysée jusqu'à l'élection présidentielle de 2007.

Mais ce qui est tout à fait saisissant et éminemment préoccupant, est le climat profond qui s'affirme entre « la

France d'en bas » vers laquelle bascule une grande partie des classes moyennes, qui a très majoritairement voté pour le NON, et celle des cadres, des professions intellectuelles, des diplômés de l'enseignement supérieur et des retraités, qui a opté pour le OUI. Entre la France des champs et celle des villes, entre la France des jeunes et celle des vieux...

Quelque 59 % des Français âgés de 18 à 34 ans ont voté NON ; 65 % des 35-49 ans également. Jamais le divorce n'a été aussi net entre les générations, entre les catégories sociales (81 % de NON chez les ouvriers), entre les territoires ruraux et urbains, les villes en expansion (Paris, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Rennes...) et celles menacées (Lille, Marseille). La fracture sociale est complète ; le divorce entre les « élites » et la population consommé ; le malaise total, en France comme dans beaucoup d'autres pays européens.

Faudra-t-il attendre que surviennent des explosions encore plus violentes pour prendre la juste mesure des décisions à prendre ? En France, le gouvernement Villepin a fait de la lutte contre le chômage son principal cheval de bataille. Soit ! Il n'est pas le premier et force est de constater qu'en effet ce fléau, en rien inévitable, mine le moral de nos contemporains.

Je l'ai souvent rappelé dans ces colonnes<sup>1</sup> : à évolutions démographiques comparables et confrontés au même contexte extérieur, y compris au choc des nouvelles technologies, de la mondialisation et de la concurrence, les Européens voient leurs performances en termes d'emploi varier considérablement d'un pays à l'autre, d'un bassin

de vie à l'autre, notamment entre les pays scandinaves (où le niveau de prélèvement obligatoire est très élevé) et l'Allemagne ou la France. Nous avons des marges de manœuvre, encore convient-il d'en faire bon usage.

Le même gouvernement Villepin s'est donné 100 jours pour sauvegarder le système de protection sociale (ne faut-il pas plutôt le refonder ?) et surtout restaurer la confiance. Salutaire ambition ! À mi-parcours de cette période fatidique (et estivale) figurent le week-end du 15 août, souvent mis à profit pour passer discrètement des mesures impopulaires, mais aussi la nuit du 4 août, célèbre en raison du décret de 1789 relatif à l'abolition des privilèges, stipulant notamment qu'une Constitution et la liberté publique sont plus avantageuses que les privilèges dont quelques-uns jouissent et « dont le sacrifice est nécessaire à l'union intime de toutes les parties ».

Restaurer l'espoir, rétablir la confiance : l'Europe et la France assurément en ont besoin. Mais ceci ne saurait consister, une fois de plus, à afficher, comme au sommet européen de Lisbonne (en 2000), des grands objectifs qui n'ont ni de valeur symbolique suffisante pour mobiliser les compétences et les énergies, ni de caractère réellement programmatique.

L'Europe, la France, sont en panne de projet, de vision susceptibles de créer un véritable élan, en panne donc de désir et de volonté pour s'affranchir de leurs chaînes et aller de l'avant, devenir de vrais artisans d'un futur autre que celui de leurs ancêtres.

Hugues de Jouvenel

1. Voir notamment les éditoriaux de *Futuribles*, n° 304, janvier 2005 et n° 306, mars 2005.